

a agi parce qu'il se sentait pris au piège. Même aujourd'hui, quelque quatre mois après les faits, rien n'avantage nettement une thèse plutôt que l'autre.

Pourquoi Saddam Hussein a-t-il agi de la sorte ?

Il est probable que Saddam Hussein ait vu une occasion de satisfaire la vieille revendication territoriale irakienne sur le Koweït et de se placer en position de force sur le marché pétrolier international, et qu'il ait décidé de saisir cette occasion. La plupart des données connues corroborent une telle interprétation. Dans ces «guerres opportunistes», l'agresseur doit pouvoir, entre autres, compter sur le fait que la victime ne pourra mobiliser l'aide de tiers ou d'amis à temps pour changer l'issue de l'attaque. C'est ce qui s'est produit cette fois, nous l'avons vu.

Ensuite, l'agresseur, en l'occurrence Saddam Hussein et son régime, doit s'assurer que l'équilibre des capacités militaires locales joue nettement en sa faveur, ce qui là encore s'est avéré. L'Iran panse encore les plaies d'une guerre de huit ans et les États arabes du Golfe, quelque alliance qu'ils concluent entre eux, n'étaient assurément pas de force à affronter l'armée irakienne aguerrie. De plus, Bagdad avait reçu une aide financière considérable des pays du Golfe et bénéficié de la technologie et du matériel militaires de pointe des Soviétiques et des Occidentaux, qui se sentaient tous menacés, quoique autrement, par la révolution iranienne de Khomeiny.

La suprématie militaire irakienne dans le Golfe était écrasante. Si c'est effectivement une occasion d'étendre son territoire qui a motivé Saddam Hussein, en décidant de le rassurer, les Américains et les autres ont choisi la mauvaise stratégie.

Il se peut aussi que le président Hussein ait été poussé par la fragilité croissante de l'économie irakienne. Dans un entretien accordé après l'invasion, son ministre des Affaires étrangères, Tariq Aziz, a expliqué que l'Irak était choqué de voir le Koweït continuer d'exiger le remboursement de la dette contractée par Bagdad pendant la guerre avec l'Iran, une guerre qui visait autant à défendre les États du Golfe que l'Irak. Puis il a établi un lien formel entre la détérioration de l'économie irakienne et l'invasion du Koweït :

La question économique a agi comme un détonateur dans la situation actuelle. En plus des 40 milliards de dollars que nous devons à des pays arabes, nous en devons au moins autant à l'Occident. Cette année, le service de la dette compte pour 7 milliards de dollars dans le budget de l'État, et c'est une somme colossale qui nous laisse tout juste assez pour assurer les services essentiels de notre pays. Notre budget est calculé en fonction d'un baril à 18 dollars, mais depuis que les Koweïtiens inondent le monde de leur production, les cours ont chuté d'un tiers. Quand nous nous sommes à nouveau rencontrés, à Djeddah, à la fin du mois de juillet, le Koweït a refusé d'envisager tout changement. Nous étions donc acculés, et dans l'impossibilité de payer des importations alimentaires. On cherchait à nous affamer. Quand doit-on employer la force armée pour se protéger ?

Si l'Irak était principalement motivé par une occasion qui se présentait, seul un engagement clair et sans équivoque combiné à une menace explicite quant aux conséquences d'un recours à la force avait une chance d'empêcher Bagdad de lancer sa machine de guerre contre le Koweït. Il fallait user d'une dissuasion vigoureuse. Si, au contraire, Saddam Hussein était surtout poussé par la vulnérabilité économique de l'Irak, il fallait le rassurer en lui proposant des solutions qui auraient permis d'atténuer les graves problèmes de son économie.

Si les États-Unis n'étaient certains ni des motivations ni des intentions de l'Irak, ils pouvaient toujours utiliser une stratégie mixte alliant un engagement ferme et sans équivoque à venir à la rescousse du Koweït et la promesse d'aider l'Irak à résoudre des problèmes économiques pressants. Bien que rien ne prouve qu'une telle stratégie mixte aurait porté ses fruits, l'eût-on essayée, Washington n'a su ni dissuader ni rassurer Saddam Hussein. Les Américains ne l'ont pas prévenu des conséquences auxquelles il s'exposait

en cas d'invasion du Koweït – au contraire, ils ont pris leurs distances par rapport au «différend inter-arabe» – et ils ne se sont pas souciés des préoccupations qu'une dette croissante causait à l'Irak. Dans ces conditions, il y avait peu de chance de réussir à éviter la crise.

La gestion de la crise et le risque d'une guerre accidentelle

Maintenant que la crise est là, les dilemmes profonds inhérents à sa gestion sont évidents si l'on part du principe que ni l'Irak ni les États-Unis ne veulent la guerre, mais que tous deux souhaitent atteindre leurs objectifs; à savoir, pour le premier, annexer le Koweït et, pour le second, obliger l'Irak à retirer ses troupes du Koweït. Pour y parvenir et obliger l'autre à céder, l'un comme l'autre brandissent maintenant la menace d'un conflit armé.

À ce jeu-là et à court terme, les Irakiens comme la coalition internationale conduite par les Américains risquent de perdre le contrôle des événements en cas d'accident, ou parce que la partie adverse, anticipant une attaque, décide de frapper la première. La guerre pourrait éclater si une unité, un navire ou un soldat d'un des nombreux contingents nationaux maintenant déployés dans le Golfe ouvre le feu sur une cible jugée à tort hostile; la destruction d'un Airbus iranien par le *USS Vincennes* dans le golfe Persique en 1988 et l'attaque malencontreuse d'un chasseur-bombardier irakien contre l'*USS Stark* en 1987 montrent combien il est facile de commettre de telles bévues.

La guerre pourrait aussi être déclenchée si l'une des puissances militaires présentes dans la région attaque par anticipation. L'Irak a menacé, par exemple, de frapper le premier les forces présentes dans le Golfe si son pays était pris à la gorge économiquement à cause des sanctions, et d'étendre la guerre jusqu'en Israël. Aussitôt, l'armée de l'air israélienne a été mise en état d'alerte maximale et un nombre important de ses avions de chasse sont en service vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Dans une situation de tension croissante où le coût de la première attaque est très lourd pour l'armée qui la subit, la tentation de porter le premier coup augmente considérablement.

À long terme, il se peut que l'une et l'autre partie estiment s'être tellement engagées que, malgré les coûts énormes, elles ne voient pas d'autre solution politique que la guerre. En pareil cas, les forces armées irakiennes opposeront probablement une résistance farouche à l'ennemi, mais elles subiront des pertes massives. La qualité de son armée, forte de 955 000 hommes répartis entre cinquante-trois bataillons, varie des six redoutables divisions des Gardes républicains aux conscrits mal entraînés et mal équipés. En outre, Bagdad ne peut mobiliser plus d'hommes. Son économie et son infrastructure chancelantes en seraient anéanties. Comme l'a reconnu récemment le ministre des Affaires étrangères, Tariq Aziz, «cette situation est plus effrayante pour l'Irak que huit années de guerre contre l'Iran».

Les conséquences des options militaires dont disposent les États-Unis sont également sérieuses. Une opération éclair contre l'Irak est hors de question. Les usines chimiques et les centres de recherche nucléaire irakiens se trouvent au cœur de régions densément peuplées. En plus des soldats tués, la destruction de l'infrastructure militaire irakienne ferait obligatoirement des milliers de victimes parmi les civils. Une attaque plus circonscrite contre les forces irakiennes stationnées au Koweït entraînerait des combats importants, de lourdes pertes en vies humaines de part et d'autre et le risque d'une guerre chimique qui, parallèlement, causerait des dégâts considérables, tant dans la population civile et pour l'infrastructure économique.

Ces estimations ne tiennent pas compte des répercussions d'une guerre qui risquerait fort de s'étendre à la région entière. Une fois déclenché, le conflit pourrait s'amplifier et s'intensifier et avoir des conséquences désastreuses.

Le 30 septembre, le *London Observer* rapportait les propos d'un officier supérieur membre de la brigade blindée que le Royaume-Uni a envoyé dans le Golfe, qui affirmait qu'«en cas d'attaque aux gaz chimiques par les

Washington
n'a fait qu'une vague
tentative pour
dissuader Saddam Hussein
de passer à l'action.

